



Edward Chancellor

Devil Take the Hindmost

A History of Financial Speculation

Farrar, Straus & Giroux,
New York, 1999,
xiv + 386 pages,
25 \$/39,95 \$Can
(toilé)

EDWARD CHANCELLOR a écrit une histoire détaillée de la spéculation financière et de ses excès. En fait, il parle beaucoup plus de fraude financière, de manipulation des marchés et de graves abus que de spéculation. Il décrit de façon brillante des cas de spéculation qui se sont produits entre le XVII^e siècle et nos jours, en les resituant dans leur contexte social et politique. Il peint aussi des portraits saisissants des principaux personnages mêlés à ces événements. Ceux qui sont associés aux premiers cas sont particulièrement distrayants. En revanche, ils manquent de couleur et frisent parfois la caricature, pour les derniers épisodes, comme le développement du marché des obligations de pacotille aux États-Unis et l'effondrement du fonds spéculatif LTCM.

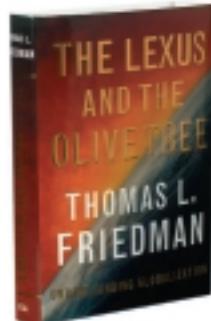
Chancellor formule de virulentes critiques — qui ne sont pas entièrement dénuées de fondement — contre certaines pratiques et notions financières. Néanmoins, il va parfois trop loin, n'offrant au lecteur aucune explication crédible. Par exemple, il écrit que l'actualisation est la méthode d'évaluation des actions la plus spéculative, car elle repose entièrement sur une estimation des gains futurs — toujours incertains. Les actions sont des créances sur des mouvements de trésorerie à venir. Je ne comprends pas comment on peut évaluer des actions sans se référer à ce qui en fait l'intérêt. Si Chancellor connaît une meilleure méthode (moins spéculative), il ne l'expose pas. De même, il pourfend la théorie moderne des marchés efficaces, mais ne propose rien à la place. Il ne mentionne pas les récents progrès dans le domaine de la gestion financière fondée sur le comportement qui appuient sa position.

Quoiqu'il en soit, Chancellor ne répugne pas à avancer des opinions peu orthodoxes — qui vont de l'hypothèse que les autorités japonaises ont intentionnellement maintenu les prix des biens immobiliers à un niveau élevé pour encourager l'épargne à l'idée que la forte imposition des plus-values peut encourager la spéculation. Certains lecteurs peuvent en outre contester son opinion selon laquelle les pays à marché émergent n'ont retiré aucun avantage des apports de capitaux spéculatifs, ou sa comparaison entre le sauvetage du LTCM et le capitalisme de «copinage» dans ces pays. Certains indices donnent en outre à penser que Chancellor n'a pas toujours suffisamment approfondi ses travaux. Par exemple, il soutient que les gestionnaires des fonds spéculatifs n'ont pas subi de pertes, ce qui serait une bonne nouvelle pour ceux du LTCM; en outre, il n'a pas vu que, si les marchés des valeurs mobilières se sont effondrés en 1987, c'est en grande partie à cause

de la faiblesse de leur infrastructure, et il a laissé entendre que, par leurs swaps de monnaies, les sociétés japonaises en fait se rémunéraient en empruntant les fonds nécessaires pour financer leurs opérations spéculatives, sans évoquer aucun lien avec le risque de taux de change.

Malgré ces défaillances, l'ouvrage m'apparaît divertissant et plein d'entrain, même lorsque je ne partage pas le point de vue de l'auteur. Chancellor donne un historique très utile pour expliquer les événements actuels et montre bien que les cycles d'euphorie et de pessimisme que nous pouvons connaître aujourd'hui sont aussi vieux que les marchés eux-mêmes. Je recommande le livre à ceux qui s'intéressent à l'histoire financière, encore que je les encourage à comparer attentivement les faits et à se former leur propre jugement avant de souscrire aux conclusions de Chancellor.

Charles Kramer



Thomas L. Friedman

The Lexus and the Olive Tree

Farrar Straus Giroux,
New York, 1999,
xix + 394 pages, 27,50 \$
(toilé)

LA MONDIALISATION est arrivée comme une tornade. Et si le mot revient sur toutes les bouches, elle n'en est pas moins incomprise. Friedman n'y voit pas un phénomène éphémère que l'on peut ignorer ou inverser, comme le voudraient certains, mais plutôt la force motrice du monde d'après la guerre froide. Avec sa parabole de la Lexus et de l'olivier, il illustre les tensions qui peuvent naître de la confrontation entre la nouvelle vague du mondialisme et les vieilles pressions sociales.

En 1992, Friedman, chargé d'un reportage pour le *New York Times*, visite l'usine Lexus au sud de Tokyo, où il est émerveillé par les robots qui assemblent les voitures sous une surveillance humaine minime. Dans le train à grande vitesse qui le ramène vers Tokyo, sa lecture le plonge dans le conflit du Moyen-Orient et les disputes ancestrales autour de la moindre parcelle de terre et du moindre olivier. L'olivier est pour lui symbolique, car «il représente nos racines mêmes, tout ce qui nous ancre, nous identifie et nous donne notre place dans le monde... Mais, poussée à l'extrême, l'obsession des oliviers nous amène à forger des identités, des liens et des communautés qui reposent sur l'exclusion des autres.»

Comme l'explique Friedman, la mondialisation implique l'intégration inexorable des marchés, des États-nations et des technologies à un degré sans précédent, qui permet aux personnes, aux sociétés et aux nations d'aller toujours plus loin, plus vite et à moindre frais, par-delà les mers et les continents. Si, de prime abord, on ne peut guère voir dans la mondialisation que l'hégémonie américaine ou la coca-colonisation, elle

va, fort heureusement, beaucoup plus loin. Friedman y voit l'action de ce «troupeau électronique» anonyme que constituent les négociants internationaux d'actions, d'obligations et de monnaies. Si cette évolution offre des possibilités illimitées pour ceux qui prennent les risques, elle peut aussi entraîner l'appauvrissement culturel et la dégradation de l'environnement, dont on a pu voir un exemple dans le développement agricole de la zone marécageuse de Pantanal au Brésil. Sous son aspect le plus favorable, la mondialisation peut amener une démocratisation des transactions financières internationales, des flux d'information et du processus de décision politique, qui ne peut être que salutaire.

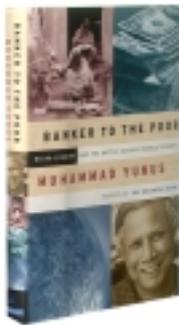
Si Friedman ne fait pas de mystère quant à son point de vue sur la mondialisation, il ne sous-estime pas les dangers intrinsèques d'une ruée vers les réformes. Le défi consiste à trouver le juste milieu entre la force de la mondialisation — la Lexus — et celle de la tradition — l'olivier.

L'analyse de Friedman offre une introduction magistrale — en quelque sorte, un cours d'initiation à la mondialisation —, bien que l'économiste de profession puisse lui reprocher d'être parfois trop simpliste. Sa carrière de correspondant international lui donne un accès sans égal à l'information, à tous les niveaux. Son écriture percutante de l'actualité le transporte en toute aisance des

origines de la crise financière de l'Asie de l'Est à l'effondrement du rouble et à la controverse sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

En bon journaliste, Friedman émaille son récit d'exemples qui frappent l'imagination, même si l'on peut douter de son affirmation selon laquelle il n'y a pas deux nations qui se soient fait la guerre du jour où McDonald y a ouvert des restaurants. Ces anecdotes peuvent devenir lassantes et l'ouvrage gagnerait à être plus concis par endroits, mais il ne manque jamais de piquant et les observations de Friedman témoignent d'une grande perspicacité.

Ian S. McDonald



Muhammad Yunus
Banker to the Poor

Micro-Lending and the Battle Against World Poverty
Public Affairs,
New York, 1999,
ix + 258 pages,
24 \$, 18,50 £,
35 \$Can (toilé)

J'AI TOUJOURS trouvé curieux que le crédit ait une connotation positive et l'endettement une connotation négative. Le professeur Muhammad Yunus, fondateur et Directeur général de la Banque Grameen au Bangladesh, va même jusqu'à considérer que le crédit fait partie des droits de l'homme. Pourtant, crédit et endettement sont la même chose. Peut-on, dans le cadre d'une stratégie visant à éliminer la pauvreté, recommander que les pauvres (petits agriculteurs, microentrepreneurs ou femmes des zones rurales) s'endettent davantage? Les partisans du crédit oublient parfois que l'emprunt à taux fixe présente des risques pour le souscripteur, notamment celui de ne pouvoir rembourser. Par exemple, les petits agriculteurs dont les revenus sont proches du niveau de subsistance sont notoirement, et à juste titre, hostiles au crédit. Le crédit risque de les rendre encore plus vulnérables, alors que,

parallèlement, la baisse des taux d'intérêt décourage l'épargne.

Pour les personnes à faible revenu, la santé et l'alimentation revêtent la priorité la plus élevée. Sans une meilleure alimentation, elles ne peuvent travailler. À mesure que le revenu augmente, le crédit prend de l'importance. Il permet d'acquérir une formation, d'acheter des intrants et de financer les fonds de roulement. À un niveau de revenu légèrement supérieur, la formation est la première des priorités. Yunus, qui refuse catégoriquement d'obliger les bénéficiaires de ses crédits à se former, soutient qu'aucun de ses clients n'a besoin de formation. Mais j'ai eu connaissance d'un projet dans le cadre duquel les pauvres avaient suivi une formation dans l'espoir d'obtenir des crédits, crédits qu'ils ont ultérieurement jugés inutiles. Avec des notions simples de comptabilité, notamment des coûts de revient, ils ont pu porter les bénéfices de leur microentreprise à un niveau suffisant pour ne pas avoir à emprunter.

Yunus, un homme dynamique à la fois visionnaire et doté de connaissances pratiques, est l'auteur d'une autobiographie souvent émouvante, dans laquelle il explique comment il est devenu le plus célèbre croisé de la lutte contre la pauvreté de notre époque. Il a lancé la Banque Grameen en accordant à 42 pauvres de son village un prêt personnel de 27 dollars qui les a libérés de la dette qu'ils avaient souscrite auprès

de prêteurs ou d'intermédiaires. La Banque prête, surtout à des femmes pauvres des zones rurales, de faibles sommes qu'elles utilisent pour améliorer la situation de leurs enfants — par exemple, elles aménagent des aleviniers ou achètent des vaches laitières ou des machines à décortiquer le riz. Les gens apprennent à se débrouiller. Pour les remboursements, la Banque obtient des résultats spectaculaires en ayant recours à la pression morale au sein de petits groupes. En revanche, les gros emprunteurs ont la réputation de ne pas rembourser.

La Banque Grameen, organisation non gouvernementale, est souvent citée comme un excellent modèle pour permettre aux démunis de sortir de la pauvreté. Ce modèle a été copié partout dans le monde, y compris dans de nombreux pays riches. L'objectif de la Banque est de faire assurer la sélection des emprunteurs et l'exécution des conditions du prêt par des groupes d'emprunteurs, et non par les institutions prêteuses. Cette solution permet d'abaisser les coûts, mais avec l'inconvénient que les petits groupes d'emprunteurs sont moins aptes à supporter les risques que les institutions de crédit. Cependant, elle réduit l'aléa moral (risque qu'une personne morale ou physique profite d'un contrat ou d'un accord pour modifier son comportement; par exemple, une banque dont les dépôts sont assurés en cas de pertes

peut réaliser des prêts ou des investissements plus risqués) et limite l'anti-sélection (ce problème se pose lorsque l'une des parties dispose d'informations qui aboutissent à faire supporter par l'autre des coûts élevés; par exemple, il y a beaucoup plus de chances que les personnes en mauvaise santé contractent une assurance maladie), ce qui permet de compenser les coûts sociaux plus élevés que doit assumer la partie qui supporte à tort les risques.

Un aspect moins connu de la Banque est qu'elle éprouve des difficultés à trouver le personnel nécessaire pour traiter les prêts, que le taux de rotation de celui-ci est élevé et que le crédit qu'elle accorde ne représente qu'une faible fraction du crédit total

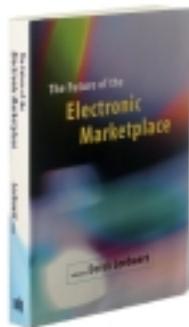
(elle ne compte que 1.400.000 clients pour 120 millions d'habitants, soit un peu plus de 1 %, alors qu'au Bangladesh le crédit consenti par les ONG ne représente que 0,6 %); à cet égard, il est frappant de constater que certains débiteurs remboursent en empruntant aux usuriers de leur village.

Les ONG, comme la Banque, ne peuvent remplacer les établissements de crédit publics ou privés. Leur fonction doit plutôt être de collaborer avec les pouvoirs publics, d'exercer sur eux des pressions politiques, de les amener à modifier leurs politiques et de mettre au point des modèles qui peuvent être copiés. On prétend parfois que les ONG travaillent indépendamment de l'État, voire contre lui.

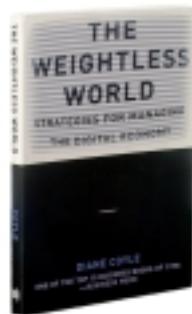
En fait, la Banque est fortement dépendante de l'État, qui lui a fourni en 1990 60 % de son capital.

Il aurait été intéressant que Yunus approfondisse les obstacles qui freinent l'expansion de sa banque; s'agit-il de problèmes de recrutement ou de financement, de contraintes de gestion ou de l'absence de la volonté de s'étendre? Il n'en reste pas moins qu'il a écrit un livre remarquable, qui se termine par ce message plein d'espoir : «Nous avons libéré le monde de l'esclavage, de la variole et de l'apartheid. Libérer le monde de la pauvreté est une entreprise encore plus capitale ... qui nous permettrait de vivre dans un monde dont nous pourrions tous être fiers.»

Paul Streeten



Derek Leebaert
(directeur de publication)
The Future of the Electronic Marketplace
MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1998, vii + 383 pages, 38,50 \$ (toilé), 17,50 \$ (broché)



Diane Coyle
The Weightless World
Strategies for Managing the Digital Economy
MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1997, xxii + 250 pages, 25 \$ (toilé), 13,95 \$ (broché)

LES ARTICLES présentés par Derek Leebaert décrivent les profondes transformations économiques et sociales que l'avènement des ordinateurs et des télécommunications de haute qualité a entraînées. La capacité de traitement informatique ultrarapide de l'offre et de la demande a aboli le temps et la distance pour bien des transactions, et donc la nécessité pour les participants de traiter en personne. Cette évolution représente des conditions de marché presque parfaites : l'accès est difficile à refuser, et le potentiel d'échange d'informations libre et rapide est immense.

Le marché électronique soulève bien des questions quant à l'avenir du commerce de détail et de l'industrie et quant à un certain nombre des rouages économiques traditionnels. Certaines questions sont si complexes — la détermination de la valeur des actions

Internet en est un exemple — que les experts ont du mal à y répondre. La création d'entreprises est devenue, en un sens, plus facile — n'importe qui peut ouvrir une boutique «virtuelle» sans avoir à se soucier de problèmes tels que les locaux, les stocks ou le loyer. Mais il se peut que cette boutique ne vende ni marchandises ni services et qu'elle tire ses recettes d'annonceurs publicitaires cherchant à toucher un auditoire toujours plus nombreux. Il est donc maintenant plus compliqué d'évaluer la viabilité d'une entreprise, ses coûts véritables, la justesse des prix qu'elle pratique et sa rentabilité.

D'autre part, le marché électronique met acheteurs et vendeurs sur un pied d'égalité, la taille et le lieu jouant un moindre rôle dans le rapport de forces sur le marché. Les pays en développement ont aussi des avantages considérables à tirer de la nouvelle techno-

logie. Elle leur donne accès à une vaste gamme de produits et services auparavant inaccessibles, sans qu'ils aient à créer d'industries.

L'essor du marché électronique doit beaucoup à des facteurs socioéconomiques : allongement du temps de travail, nombre croissant de ménages à deux revenus, vieillissement de la population et peur des agressions. Bien des consommateurs trouvent plus commode de faire leurs achats sur Internet que d'aller de centre commercial en hypermarché ou de chercher dans les catalogues.

Le marché électronique peut aussi modifier profondément le monde du travail. Le lieu de travail lui-même évolue; il ne correspond plus à un endroit donné et n'occupe pas toujours un espace physique défini. La principale condition indispensable à l'accomplissement du travail est la capacité de se connecter, et les méthodes traditionnellement employées pour le faire sont en train d'être repensées.

Les appareils électroniques ont accéléré nombre de tâches, en ont créé de nouvelles et ont renforcé l'interdépendance, mais ces changements ne sont pas tous pour le mieux; certaines tâches autrefois simples sont devenues plus compliquées. La promesse d'un avenir meilleur que portent ces inventions ne s'est pas toujours matérialisée; dans la plupart des sociétés informatisées, le temps de loisir n'a pas augmenté.

L'ouvrage suggère toutefois que nous sommes peut-être plus près du but. Il sera intéressant de le relire en 2008 pour mesurer nos progrès.

Diane Coyle examine les récents progrès techniques dans une optique très différente et intellectuellement stimulante. En particulier, elle rapproche l'évolution économique de l'évolution sociale et préconise une remise à plat du rôle de l'État. L'économie moderne «d'apesanteur» — où la technologie réduit la valeur du produit physique et où les économies développées se sont détournées de la production physique en faveur des services — soulève d'intéressantes questions. L'une est que l'économie est davantage axée sur la production «dématérialisée» (telle que les codes de logiciel, le contenu créatif d'un film ou les services Internet). Une notion connexe est celle de l'«expansibilité infinie», par exemple le fait qu'une personne utilise un programme de logiciel n'empêche pas une autre de l'utiliser simultanément. Cette notion est à l'opposé de celle de rareté des ressources qui sous-tend une grande partie de la science économique. Comment concevoir un monde où la rareté cesse de dicter la valeur, et donc le prix? Une troisième question tient à ce que le développement économique fait peser de plus grands risques sur les personnes, qui vivent dans l'angoisse et l'incertitude. Elles doivent être mieux équipées pour y faire face et assumer la responsabilité de leur prospérité.

L'analyse suivante passe en revue les tendances de l'emploi et la définition des «vrais» emplois ainsi que l'échec de l'État-providence. Diane Coyle en conclut que le monde moderne — où les autorités nationales sont les médiateurs entre les partisans de la localisation (les personnes qui veulent davantage maîtriser leur destinée) et ceux de la mondialisation (les sociétés qui cherchent à étendre leurs activités au-delà des frontières) — a besoin d'une nouvelle forme d'État. Si l'organisation des idées qui sont présentées ne conduit pas logiquement à cette conclusion, la discussion est pertinente et intéressante.

Je ne pense pas que l'impuissance grandissante que ressentent les individus soit un phénomène nouveau. C'est un sous-produit de l'industrialisation et de la division du travail, qui accompagne le passage de transactions économiques simples à des échanges complexes. Les individus deviennent plus dépendants des autres et éprouvent ce sentiment d'impuissance lorsqu'ils doivent reconnaître leur incapacité à corriger seuls les problèmes auxquels ils sont confrontés dans leurs activités.

Certes, les techniques de l'information ont beaucoup contribué à l'obsolescence du concept de lieu de l'activité économique; la «connectivité» prime. Aussi crucial est le transfert instantané de l'information, qui ne nécessite rien d'autre que l'accès à un transmetteur (satellite, ligne téléphonique ou câble répondant aux normes techniques actuelles). Ces progrès

peuvent amener bien des individus auparavant en marge de la société à participer au marché et contribuer ainsi à l'activité productive; il suffit qu'ils aient envie de le faire. Mais le processus de concentration de l'économie se poursuit — axé maintenant sur les compétences en informatique.

L'auteur aurait pu développer davantage sa théorie sur la manière dont l'Internet peut transformer beaucoup de transactions traditionnelles ainsi que le marché. La rapidité de cette évolution et ses orientations ne cessent d'étonner, même les innovateurs. L'Internet est souple et, en principe, universellement disponible. Il donne un moyen d'action aux personnes aguerries et offre des possibilités de création d'entreprise aux personnes sous-employées et aux chômeurs raisonnablement instruits. Conscients de ce potentiel, plusieurs gouvernements de pays industrialisés ont commencé à affecter des ressources à l'achat d'ordinateurs et à l'amélioration des télécommunications dans les écoles et institutions situées dans des zones à chômage élevé. Dans les pays en développement, certains commentateurs et décideurs s'emploient à promouvoir les télécommunications dans les programmes d'action nationale en tant que source de création d'emplois. La notion de prévoyance sociale semble évoluer dans un sens qui rejoint le point de vue de l'auteur, pour qui le nouveau rôle de l'État est de donner des moyens d'action, et non de mener l'action.

Dennis Jones



Norman K. Humphreys

Historical Dictionary of the International Monetary Fund, Second Edition

Scarecrow Press, Lanham, Maryland, et Londres, 1999, xi + 330 pages, 60 \$ (toilé)

CET OUVRAGE est le 17^e de la collection des Historical Dictionaries of International Organizations que Scarecrow Press a lancée en 1993. Le premier dictionnaire a été consacré à la Communauté européenne, et ceux qui ont été publiés par la suite ont porté, entre autres, sur la Banque mondiale, les Nations Unies et

diverses institutions d'Europe ou d'Amérique. L'objectif de Norman Humphreys, l'auteur de cette seconde édition du dictionnaire du FMI, est de faire connaître le «nouveau FMI» à la fois en expliquant les mécanismes financiers créés depuis la première édition et en donnant des exemples de la façon dont les politiques et programmes de cette institution ont été actuellement appliqués, ainsi que des résultats obtenus.

Humphreys, qui a été Directeur des publications du FMI de 1972 à 1986, atteint parfaitement son objectif. Les nouvelles entrées, au nombre de plus de cinquante, font ressortir l'importance que donne actuellement le FMI aux crises financières et à leur gestion; elles expliquent de façon approfondie les crises asiatique et mexicaine, l'aléa moral, les fonds spéculatifs et la norme spéciale de diffusion des données. Certaines exposent avec précision les relations récentes de l'institution avec des pays appartenant à différentes régions. D'autres montrent que le FMI accorde de plus en plus d'importance à la lutte contre la pauvreté, la bonne gestion des affaires publiques,

l'environnement, la politique sociale et la situation des pays pauvres très endettés. D'autres encore expliquent l'évolution de la structure organique du FMI et de divers organes financiers entretenant des relations étroites avec lui comme le Groupe des Huit, le Groupe des Vingt-Deux, le Fonds de stabilisation de la monnaie et l'Organisation mondiale du commerce. La plus grande transparence du FMI est soulignée dans l'entrée décrivant les notes d'information au public (évaluation par le Conseil d'administration des politiques et des perspectives économiques des pays membres à l'issue des consultations avec le FMI); le fait que Humphreys a pu effectuer ses recherches sur le site de l'organisation est un indice encore plus probant de cette transparence.

Pour insérer ces nouvelles entrées sans augmenter inutilement le nombre des pages de l'ouvrage, Humphreys a supprimé environ deux douzaines d'entrées qui portaient sur les départements opérationnels du FMI, donnant ainsi à la seconde édition une orientation encore plus économique. Il a aussi réexaminé attentivement et mis à jour la définition de quelque 70 termes, la chronologie, l'appendice statistique et la bibliographie, ainsi que l'introduction, qui présente un bon tour d'horizon de l'histoire du FMI en 35 pages. Le FMI étant une institution dynamique, il est difficile de se tenir à jour; au cours des derniers mois, par exemple, le Comité intérimaire est

devenu le Comité monétaire et financier international, et la facilité d'ajustement structurel renforcée, la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance.

Le dictionnaire est un ouvrage de référence très utile, dont le prix est justifié. Il sera un auxiliaire précieux pour le grand public, mais aussi pour les fonctionnaires de tous les pays et ceux des autres organisations internationales et des organisations non gouvernementales qui travaillent maintenant plus étroitement avec les services du FMI. Il a certainement sa place dans toutes les bibliothèques. Le FMI doit une profonde reconnaissance à Humphreys pour avoir réalisé cet ouvrage remarquable pendant sa retraite.

Margaret Garritsen de Vries

Couverture : peinture de Pablo, disciple d'Endara Crown, de la collection de M. et M^{me} Alfonso Schneider.

Illustrations : Pablo, table des matières et pages 7 et 34; Dale Glasgow & Associates, table des matières et pages 38 et 42; Lew Azzinaro, pages 46 et 50.

Photographies : FMI, Unité Photographie, table des matières, page 2 et photos des auteurs; Padraig Hughes, page 27; Uniphoto, page 30; Pedro Márquez, livres.

Abonnez-vous à **Finances & Développement**

Pour comprendre en profondeur les tendances de l'économie mondiale, les décideurs du monde des affaires, de la finance et du secteur public de plus de 180 pays lisent **Finances & Développement**, qui paraît en mars, juin, septembre et décembre.

Formulaire de demande d'abonnement à compléter et à nous renvoyer

Nom _____
(Prénom) _____ (Nom de famille) _____

Organisation _____ Titre _____

Rue ou boîte postale _____

Ville _____ État/Province _____

Pays _____ Code postal _____

Voie de surface (gratuit) Voie aérienne (20 \$ par an)

Mode de paiement (le règlement se fait à la commande)

Chèque ou mandat en dollars E.U. ci-joint
(chèque en dollars E.U. à l'ordre de IMF Publication Services)

Veuillez débiter de _____ \$ ma carte

American Express MasterCard VISA Date d'expiration _____ / _____
Mois Année

Numéro _____ - _____ - _____ - _____

Signature _____ Télécopie _____
(Obligatoire)

Catégorie professionnelle

- 1 Étudiant
- 2 Banque centrale
- 3 Ministère des finances
- 4 Banque commerciale
- 5 Autre établissement financier
- 6 Organisme de planification
- 7 Organisme international ou régional
- 8 Bibliothèque publique
- 9 Enseignant (enseignement supérieur)
- 10 Autre organisme gouvernemental
- 11 Organisation non gouvernementale
- 12 Presse
- 13 Entreprise privée
- 99 Autre _____

International Monetary Fund

Publications Services
Box FD300
Washington, DC 20431 (U.S.A.)
Téléphone : (202) 623-7430
Télécopie : (202) 623-7201
Internet : publications@imf.org

Édition choisie

Anglais Arabe Chinois Espagnol Français